

# Néolibéralisme versus État - Providence

d'Edouard Cottin-Euziol 2016

Le débat économique entre classiques et keynésiens

**L: version néolibérale**

**K : version keynésienne**

## La productivité des travailleurs

L : Démonstration que le salaire correspond à la valeur ajoutée par votre travail (si marché sans entrave : pas de salaire minimum, ni de prestations sociales, etc).

2 présupposés :

- une entreprise n'emploie une personne que si elle lui rapporte plus qu'elle ne lui coûte.
- ce qu'on rapporte à une entreprise dépend de nos aptitudes, compétences, motivation.

Par le mécanisme de la concurrence par rapport aux autres entreprises le salaire va se stabiliser dans un rapport bénéfique entreprise - salaire acceptable et proche de ce que le salarié va rapporter à son entreprise. Les syndicats ne servent donc à rien, c'est le marché qui définira le montant du salaire

K : La démo L est valable uniquement dans une situation théorique : pas de chômage, et donc la concurrence inter-entreprise peut jouer. Dans le monde on a toujours plus de gens qui souhaitent travailler que de postes. Et pas l'inverse comme dans le cas L. Et donc si deux personnes et un emploi et en appliquant le raisonnement précédent, ils vont baisser leur salaire jusqu'à un niveau de *subsistance*. Ce n'est donc pas le marché qui détermine les niveaux de salaires en f(compétence, qualité, etc). En fait c'est le rapport de force qui détermine. Il faut donc un contre-pouvoir : salaire mini, prestations sociales, conventions de branche, syndicats.

## L'origine du chômage.

L : la conclusion : plus les salaires sont élevés et plus la demande de travail des entreprises est faible. Plus les salaires sont faibles et plus la demande de travail des entreprises est forte (ck : on peut tout à fait dire l'inverse plus la demande de travail est faible et plus les salaires vont être à la baisse). Deuxième droite : plus les salaires sont faibles et plus l'offre de travail des ménages est faible, plus les salaires sont élevés et plus l'offre de travail des ménages est élevée. Il veut démontrer qu'il n'y a pas de chômage dans une économie de marché de libre fonctionnement : cela veut dire qu'il n'y a pas de durée légale du travail, chacun est libre de travailler le nombre d'heures qu'il souhaite. A l'aide de 2 droites (offre de travail et demande de travail) qui se croissent c'est le point d'équilibre c-à-d. salaire d'équilibre. Et donc si le salaire minimum est supérieur au salaire d'équilibre alors cela générera du chômage !

K : un ouvrier ne décide pas du nombre d'heures qu'il va travailler. Dans notre cas les salaires sont faibles par contre l'offre de travail de l'ensemble des ouvriers est très forte donc le point se trouve complètement à l'extérieur de la droite ci-dessus. Aujourd'hui encore les pays dans lequel les salaires sont les plus faibles sont également ceux où la durée effective du travail est la plus élevée. Si le niveau des salaires est faible, les ménages ont un faible pouvoir d'achat, peu de consommation, peu de production et donc peu d'embauche. A l'inverse si salaire élevé, le pouvoir d'achat augmente, la consommation augmente, la production augmente et donc demande d'embauche. d'ailleurs les 30 glorieuses : chômage très faible et forte augmentation des salaires. Pour qu'une économie ne connaisse pas de crise de surproduction et donc de chômage, il faut que les employés des entreprises consomment ce qu'ils produisent. Or la productivité augmente, il faut donc que les salaires augmentent pour qu'il n'y ait pas de surproduction. Un marché du travail libre, conduit l'économie dans un cercle vicieux :  
A: Faible consommation (ou surproduction) --> excès de production --> licenciements --> hausse de chômage --> baisse des salaires --> retour en A

### Les crises de surproduction

L : tracé de deux droites taux d'intérêts en abscisse et épargne et investissement en ordonnée. Elle se coupent au point d'équilibre. (moi : c'est toujours pareil c'est dans un monde sans contraintes).

K : Critiques : on n'épargne pas en f(taux d'intérêt, mais par prudence, en cas de coup dur, etc). De même l'investissement n'est pas une f(taux d'intérêt), mais de l'évolution de la demande anticipée. Exemple actuel : taux d'intérêt bas et pourtant l'investissement est faible! En effet les entreprises anticipent une stagnation de la demande.

Si l'épargne augmente cela veut dire que la consommation baisse. Et donc les entreprises vont investir moins, même si les taux d'intérêts diminuent. Et donc conclusion inverse des éco classiques.

Chaque euro qui circule a été créé par un crédit auprès de la banque (entreprise, ménage, état) puisque aujourd'hui seule les banques créent de la monnaie. Cet euro pourra servir à la consommation ou à l'épargne. Donc conclusion importante de la théorie keynésienne ; c'est parce que certains se sont endettés que d'autres ont pu disposer d'un revenu et en épargner une partie. Donc **c'est l'endettement bancaire ou l'investissement qui génère l'épargne et non l'inverse.**

Toute monnaie repose sur une dette bancaire. Donc autant d'épargne que de dettes. (Moi : ce qui veut dire qu'augmentation de la production entraîne aug. de la monnaie et donc endettement.)

Santé de l'économie, anticipation, facteurs psycho-sociologiques + revenus suffisants --> décision de consommation --> demande <-- capacité de production = f(main d'œuvre dispo, stock de capital).

Système instable car les anticipations des agents économiques sont très volatiles. Le système ne se corrige pas tout seul. En effet si diminution de la demande cela enclenche un cercle vicieux...la demande n'a donc aucune raison d'être égale à l'offre.

## **Les politiques budgétaires et fiscales.**

L : toute politique de relance aura pour effet d'accroître la demande et d'avoir une demande supérieure à l'offre. Et donc augmentation des prix : situation inflationniste.

Politique de relance --> endettement de l'Etat --> hausse des besoins de financement --> hausse des taux d'intérêt --> baisse des investissements (effet d'éviction) --> diminution de la croissance future.

K : Dif précédemment : la demande peut durablement être inférieure à l'offre. Une politique de relance va permettre de combler cet écart.

La demande globale est formée de : consommation des ménages, les investissements des entreprises et la dépense publique. Si les deux premiers éléments baissent alors le troisième doit augmenter pour éviter la crise.

Et l'endettement de l'Etat ? Si la croissance est relancée les recettes fiscales augmenteront (augmentation des impôts, diminution des dépenses sociales, etc).

Une politique d'austérité va ralentir la croissance et diminuer les recettes fiscales (voir la Grèce).

Pour les classiques le taux d'intérêt se définit par la rencontre de l'épargne et de l'investissement. C'est faux puisque les banques peuvent créer de l'argent et le prêter. Ce sont les banques centrales qui fixent les taux.

## **L'inflation**

L : l'inflation est un phénomène monétaire. Elle s'explique par une émission excessive de monnaie.

L'objectif de la politique monétaire : limiter la masse monétaire pour qu'elle ne dépasse pas de plus de 2% celle de la production. (2% semble l'optimum d'inflation).

K pour les postkeynésiens c'est l'augmentation des prix qui entraîne une aug de l'émission de monnaie.

La monnaie dans un premier temps sert à financer la production des entreprises (achats des matières premières, versement des salaires, ...). Une fois les salaires perçus, la monnaie servira pour acheter les biens. Donc plus la production aug plus les entreprises injecteront de monnaie (via ses fonds, crédits). Idem si aug de couts de production, besoin de plus de monnaie. C'est donc l'augmentation de prix qui est à l'origine de l'émission excessive de monnaie.

Phénomène complexe. Par contre l'inflation ne bride pas la croissance : après le 2ieme guerre mondiale l'Italie et la France ont connu une croissance aussi dynamique que l'Allemagne avec des prix qui ont augmenté plus rapidement.

## **Le commerce international**

L : économie ouverte --> plus de biens de consommation --> satisfaction des besoins

Économie ouverte --> émulation entre entreprises--> gain de productivité --> croissance.

Exemple Pays A : 5 personnes produisent chacune 2 kg de raisin et 5 personnes produisent chacune 1 kg de houblon --> 10kg de raisin et 5 kg de houblon.

Pays B : l'inverse 5 produisent 1 kg de raisin et 5 produisent 2 kg de houblon--> 5 kg de

raisin et 10kg de houblon.

Ouverture au commerce les A achèterons le houblon de B (moins cher car moins de main d'œuvre) et les B achèterons le raisin de A. Au bout d'un moment A produira du raisin et B du houblon, mais 20 kg de raisin car les 10 feront de raisin, idem pour B qui produira 20 kg de houblon.

Si échange de 8 kg de raisin contre 8 kg de houblon (puisque même quantité de travail) A disposera de 12 kg de raisin et 8 de houblon et B aura 12 kg de houblon et 8 de raisin. Donc plus qu'avant l'ouverture des frontières. Théorie des avantages comparatifs de **David Ricardo**.

K : ce raisonnement est ok avec des entreprises qui sont dans le même environnement social et fiscal. Dans ce cas l'ouverture ne privilégie pas les entreprises les plus productives mais le pays ayant le moins-disant fiscal, social et environnemental. Cette concurrence favorise la régression sociale. Impossible pour les pays de proposer des lois visant au progrès social, puisque la compétitivité des entreprises se dégradera.

On constate également dans les pays occidentaux que la productivité progresse, mais que les salaires stagnent. Or il est nécessaire que les salaires progressent pour acheter cette production supplémentaire.

On peut tenir le même discours sur la fiscalité et l'environnement.

La théorie des avantages absolus concerne essentiellement les produits agricoles et miniers (une machine produit la même chose ici ou ailleurs).

La théorie des avantages comparatifs ne peut fonctionner qu'entre 2 économies de plein emploi. Exemple : la Chine peut inonder car plus compétitive presque tous les biens.

### **Quelles politiques économiques pour sortir de la crise ?**

L : L'Etat devrait se débarrasser de la plupart de ses réglementations économiques et laisser la sphère économique fonctionner le plus librement possible.

K : une économie capitaliste fonctionnant librement souffre d'une contradiction majeure : la demande y sera quasi-systématiquement inférieure à l'offre. C'est le grand enseignement de la théorie de Keynes. L'écart pourrait être comblé par une émission de monnaie de l'Etat (à hauteur de 2% par exemple). Diminuer le temps de travail et passe d'une société du *consommer plus* à une société du *vivre plus*.